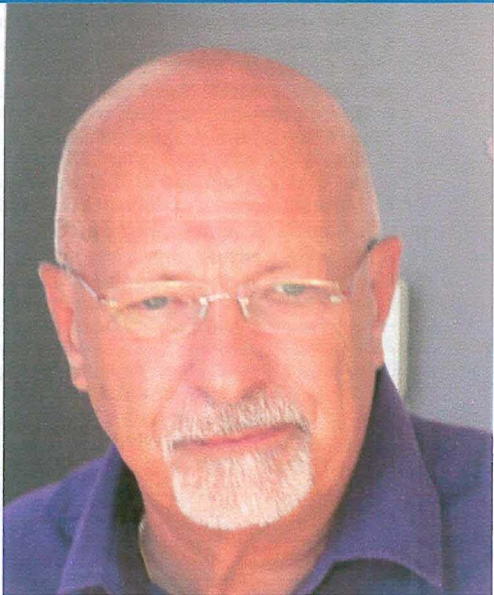




après
les sommets
de Phnom Penh

•
Sok Siphana
•
Raoul Jennar



Mer de Chine du Sud

Scarborough, le caillou dans la soupière

**2012 et 2013
pour les 10 de l'ASEAN**

**réseau routier
travaux et projets
pour 2020**

- **A. Perrier-Cornet**
la formation des ingénieurs à l'ITC
- **Confection : salaires et carrières** Tep Mona
- **GUINOT s'installe au Cambodge** Arya Vong Kim

**L'eau potable en milieu rural
la formule 1001 Fontaines**

**Transport routier
le Cambodge plus cher !**

Livres *L'Asie du Sud-Est 2012, le Cambodge*, G. Mikaelian
Parler cambodgien comprendre le Cambodge P R Martin

questions d'actualité



Après les sommets de Phnom Penh

un entretien avec
Sok Siphana

Les Cambodgiens sont assez amers quand ils voient la politique des Etats-Unis vis-à-vis du Cambodge, quand ils les voient essayer d'ébranler le gouvernement. Ils financent quantité d'ONG qui le critiquent. Et ce n'est pas nouveau. Les Cambodgiens n'ont pas oublié que c'est la CIA qui a inspiré le coup d'Etat de Lon Nol, ils n'ont pas oublié le long soutien qu'ils ont donné aux Khmers rouges, à l'ONU. Et ils voient la politique américaine en Irak, en Afghanistan ... c'est pourquoi le vote sur la Palestine, admise à l'ONU comme Etat observateur, contre la volonté des Etats-Unis, est un très grand succès. Bravo !

Dans le domaine de l'économie, de la finance, les Cambodgiens savent que ce sont les Américains qui sont à la source de la grande pagaie financière.

L'aide aux pays en développement ? Les Etats-Unis considèrent les grandes agences de l'ONU comme des armes au service de leur politique. Pour être juste, mentionnons une bonne chose qu'ils ont faite au Cambodge : la route 4 de Phnom Penh à Sihanoukville.

Mais si l'on considère l'ensemble du tableau, on voit qu'ils se sont retirés de l'ONUDI il y a 15 ans, et qu'ils cherchent maintenant à en faire sortir aussi la Grande Bretagne.

Leur argument: ce n'est pas à des organisations internationales, au secteur public, d'aider les pays à se développer, cela doit rester l'affaire du secteur privé. C'est un principe qu'ils violent eux-mêmes ! Lorsque leur économie s'est trouvée confrontée à une grande crise, le gouvernement américain est intervenu avec une aide publique massive pour sauver les banques, le secteur automobile, pour sauver Ford de la faillite. Sans cela les Américains rouleraient aujourd'hui dans des voitures coréennes, japonaises, indiennes !

Des sommets de Phnom Penh que va-t-on retenir ? Que le président Obama est venu. C'est une image qui reflète mal la réalité. Un peu de la même façon, un grand hôtel de Phnom Penh rappelle que Jacky Kennedy y est venue. On ne retient que cette image, on s'en sert, on a tout oublié des circonstances.

Un sommet pour voir plus loin ?

Ces réunions au sommet apparemment n'ont rien apporté de nouveau. Elles ont souligné ce que l'on savait déjà: les 10 de l'ASEAN ne forment pas un ensemble politique cohérent. L'affaire de la Mer de la Chine du sud rend les divisions plus apparentes. Comme cela est déjà arrivé dans le passé, les grandes puissances extérieures, Chine, Etats-Unis (l'URSS est sortie de l'écran), fissurent, fractionnent cette zone géographique sans unité, très craquelée.

Oui il y a un projet de marché commun, oui les échanges et les investissements intra-ASEAN progressent vite. Il y a une certaine convergence, une normalisation des relations, on observe beaucoup d'investissements, de joint ventures, mais les liens de chacun des membres avec l'extérieur, avec quantité d'accords bi-latéraux, sont plus forts.

Il faut retenir plutôt de ces dialogues qu'il s'agit de manœuvres à long terme, de géostratégie. Tout cela relève plutôt de la tectonique. La Chine gonfle, l'Asie bouge, et le reste du monde doit en tenir compte.

Il y a décidément dans cette région du monde deux grands pòles, les Etats-Unis, la Chine. Chacun se cherche des alliés.

Obama chouchoute la Birmanie, cajole Aung San Suu Kyi, parce que la Birmanie ces derniers temps a quelque peu glis-

sé vers la culture occidentale, parce qu'elle n'apparaît pas comme irrémédiablement alliée à la Chine; récupérable peut-être. Mais au Cambodge qui est très lié à la Chine, qu'il n'est pas possible de « retourner », Obama fait plutôt grise mine, assure un service minimum, évoque les droits de l'homme et apporte ainsi un soutien aux critiques du gouvernement.

Obama poursuit la politique passée, et prépare les 10 ans, les 15 ans qui viennent. Il a deux centres d'intérêt : l'ASEAN et son évolution, et la mer de Chine du Sud.

Dans la mer de Chine du Sud, les Philippines sont un pion pour les Etats-Unis. L'ASEAN ne peut rien faire.

Pour l'ASEAN : le progrès accompli au sommet de Phnom Penh c'est une déclaration en faveur du respect des droits de l'homme. On a en somme ajouté un briquet à la construction de l'ASEAN. Ce n'est pas beaucoup ? Mais du moins, après 45 années de timidité, on a commencé. On peut remarquer aussi que depuis la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme beaucoup de temps a passé et que la violence n'est toujours pas arrêtée. En tous cas cette attitude de l'ASEAN va dans le bon sens.

L'ouverture, un choix bénéfique

L'ASEAN est-elle une bonne chose pour le Cambodge ? L'ouverture des frontières avec le marché commun prévu pour 2015 n'est-elle pas un danger pour le Cambodge, qui risque d'être de plus en plus envahi par les produits étrangers ? Non au contraire, cette ouverture donne à nos jeunes l'occasion de beaucoup apprendre du savoir-faire des autres. Ils vont à Bangkok, en Australie, ... acquérir de l'expérience, de la confiance, et ils créent à leur tour des entreprises, des joint ventures. On peut attendre beaucoup du secteur privé étranger pour contribuer au développement du Cambodge. Voyez par exemple la chaîne *Brown Cafe*, créée par de jeunes Cambodgiens, qui ne craignent pas *Costa, Fresco* ... !

Un autre exemple: on s'équipe de machines agricoles, et grâce à notre politique d'ouverture des frontières, il y a un choix, beaucoup choisissent le haut de gamme plutôt que le matériel bon marché, parce qu'il est disponible. Nous n'avions rien de tout cela il y a 20 ans, et nous le devons à notre politique d'ouverture. Pas de protectionnisme ! Le Cambodge a fait là un choix très différent de celui de ses voisins Vietnam et Laos.

Cette ouverture du Cambodge, on la voit aussi à la fréquence sans cesse croissante des vols entre Phnom Penh et l'étranger: 8 vols par jour entre Phnom Penh et Bangkok, où l'on va sans visa, 4 par jour pour Kuala Lumpur, Singapour ... !

Les médias décrivent surtout ce qui se voit beaucoup, ils rapportent les traités, les conventions ... il faut voir aussi l'intégration réelle, pratique, des pays de l'ASEAN, elle progresse rapidement ! Et l'OMC, ça marche !

Sok Siphana, *Attorney at Law*

La compétition, la rivalité Chine—Etats-Unis se jouent en somme sur trois terrains:

- le stratégique, dans un esprit d'éventuelle confrontation, où chacun compte ses alliés, les capacités militaires respectives, les effectifs, les flottes, les matériels et on se demande qui est le plus fort.

- le terrain de l'image, des valeurs morales, de l'opinion, qui, de l'intérieur, peuvent menacer, et même faire tomber le pouvoir, comme on le voit un peu partout dans le monde.

Obama joue plutôt sur ce deuxième terrain, celui de l'opinion. Avec les droits de l'homme, la démocratie, les « valeurs occidentales » il rallie les institutions internationales, les agences de l'ONU, l'Union Européenne, quantité de partis d'opposition, des multitudes d'ONG, des foules de citoyens, tout cela formant une sorte de *nébuleuse morale* comme dit Mikaelian, qui a sa force, face aux pouvoirs établis,

- et il y a le terrain de l'intérêt économique financier. Sur ce terrain-là la Chine avec ses énormes investissements, ses donations, sa présence partout, l'emporte de loin. A.G.

Raoul Marc Jennar

Les manquements d'Obama à Phnom Penh

La courte visite d'Obama à Phnom Penh fut surtout décevante par ce qu'il n'a pas fait et dit et non par les propos tenus au Premier Ministre Hun Sen.



Le Cambodge fait partie de l'ASEAN. Cette année-ci, c'est le Cambodge qui préside.

L'ASEAN organise chaque année plusieurs sommets. En particulier le sommet de l'Asie de l'Est auquel sont conviés notamment les USA, la Chine, le Japon, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, en tout 16 pays. Semblables sommets donnent toujours lieu à de nombreuses rencontres bilatérales. Ce qui fut, bien entendu, le cas entre le Président Obama et le Premier ministre du Cambodge, M. Hun Sen.

Selon M. Ben Rhodes, Conseiller adjoint à la sécurité nationale, pendant la réunion avec M. Hun Sen, le Président des USA « a mis en avant une série de problèmes internes au Cambodge qui le préoccupent. En particulier, la nécessité d'avancer vers des élections qui soient libres et équitables, la nécessité de permettre la libération de tous les prisonniers politiques et la liberté d'agir pour les partis d'opposition. » Rhodes qui a indiqué que l'entretien avait été « tendu » a déclaré qu'Obama avait centré tous ses propos sur les droits de l'Homme et avait dit à Hun Sen que le Cambodge a « beaucoup de progrès à faire dans cette série de problèmes. » (Reuters, 20 novembre 2012).

Ce que Barack Obama a dit au Premier ministre du Cambodge est très important. Il n'y a pas le moindre doute à cet égard. Il y a encore des progrès significatifs à réaliser pour atteindre une vraie démocratie et un réel Etat de droit au Cambodge. Chacun sait qu'il n'est pas facile d'avancer vers une démocratie sophistiquée, en moins de quarante ans, en partant d'un pays ramené à l'âge de pierre, suite à une guerre d'une cruauté infinie entre 1970-1975, suite au régime génocidaire des Khmers rouges (1975-1979) et suite à une isolation totale voulue par une coalition conduite par les USA de 1979 à 1991. On ne construit pas Etat de droit en moins de quarante ans alors qu'en Occident il a fallu des siècles pour parvenir à un stade encore fort imparfait de démocratie. Ce qui ne justifie en rien, bien entendu, les assassinats toujours impunis de journalistes, de militants syndicaux et écologistes, les expropriations forcées et la manière dont l'opposition est traitée.

Cela étant, ce qui m'a choqué, ce n'est pas qu'Obama ait exprimé son souci pour les faiblesses de la démocratie cambodgienne. Ce qui m'a choqué, c'est ce qu'il n'a pas fait et pas dit.

Et tout d'abord, le président Obama, à la différence de tous

les autres chefs d'Etat et de gouvernement présents à Phnom Penh pour le sommet de l'ASEAN, n'est pas allé s'incliner devant la dépouille mortelle de Norodom Sihanouk qui repose au palais royal dans son cercueil en attendant la cérémonie de crémation. Norodom Sihanouk fut l'architecte de l'indépendance du Cambodge en 1953. Chef de l'Etat, il fut renversé par un coup d'Etat inspiré, sinon orchestré par les USA en 1970. Il a joué un rôle important dans les négociations qui ont conduit aux accords de Paris en 1991. Deux jours plus tôt, à Bangkok, Obama avait rendu visite au souverain thaïlandais. A Phnom Penh, il n'a pas été s'incliner devant le Père de la Nation cambodgienne.

Suite à la « déclassification », comme on dit, des documents du Pentagone relatifs aux bombardements américains nous savons que 2.756.941 tonnes de bombes ont été déversées sur le Cambodge du 4 octobre 1965 au 15 août 1973 à l'occasion de 230.516 sorties de bombardiers. Par comparaison, 160.000 tonnes de bombes ont été déversées sur le Japon de 1942 à 1945 et 1,35 million de tonnes sur l'Allemagne de 1940 à 1945. Tous les historiens s'accordent pour souligner que ces bombardements ont poussé des milliers de paysans cambodgiens à rejoindre les maquis contrôlés alors par les Khmers rouges. Les Cambodgiens pouvaient légitimement s'attendre à ce que le premier Président des USA à visiter ce pays présente, à tout le moins, des regrets pour la responsabilité de son pays dans la tragédie cambodgienne. Il n'en fut rien.

De même, M. Obama n'a pas eu un mot de remerciement pour la collaboration des autorités cambodgiennes dans la recherche des soldats et aviateurs américains disparus entre 1970 et 1975, une collaboration offerte, après 1979, alors même qu'il n'y avait aucune relation diplomatique entre les USA et un régime de Phnom Penh dont les USA contribuaient, alors, à l'isolement et qu'ils combattaient.

Pas un mot de remerciement non plus pour la collaboration à la lutte contre le terrorisme après l'attentat islamiste de Bali en octobre 2002.

Enfin, lorsque le Premier Ministre Hun Sen a abordé la question de la dette du Cambodge contractée (pour l'achat d'armes et de munitions) à l'égard des USA par le régime de Lon Nol soutenu par ces derniers entre 1970 et 1975, dont le montant s'élève aujourd'hui à 445 millions de US\$, le Président Obama a refusé la proposition de transformer cette dette en aide humanitaire destinée au déminage et à la recherche et la destruction de ce qu'on appelle les « restes explosifs de guerre ».

Tout ça pour dire que lorsqu'il s'agit d'un pays petit, faible et pauvre, l'arrogance des puissants n'a pas de retenue. Et pour ceux qui s'intéressent davantage à l'histoire du Cambodge, j'ajouterai que le comportement du Président des USA illustre une fois de plus l'incapacité de ce pays à adopter à l'égard du Cambodge la politique la plus profitable à la fois pour le Cambodge, mais aussi pour les USA. Car ces derniers n'ont pas intérêt à ce que la Chine devienne le protecteur et le bienfaiteur exclusif du Cambodge. Mais, depuis 1953, la même incompréhension et les mêmes erreurs se répètent.

Raoul Marc JENNAR
Citoyen cambodgien



Carte de Crédit pour un meilleur style de vie !



កម្ពុជា កាណាដា ធានា ភី.អ
加 拿 大 銀 行
CANADIA BANK PLC.

Canada Bank
Your Best Partner!

No 315, Ang Duang St (corner of Monivong Blvd.), Phnom Penh, Cambodia
Tel: (855) 23 - 888 222, Fax: (855) 23 - 427 094
E-mail: canadia@canadiabank.com.kh
Website: www.canadiabank.com.kh

Mer de Chine du Sud

Scarborough, le caillou dans la soupière

Scarborough, situé dans le nord de la Mer de Chine du Sud est le plus grand atoll de cette mer. Il fait partie d'un vaste archipel submergé (hauts fonds à une profondeur de 10 à 20m et beaucoup plus): 175 km d'Est en Ouest, composé de *Maclesfield Bank, Truro Shoal, Saint Esprit Shoal, Dreyer Shoal,* et *Scarborough Shoal*. Seuls émergent les quelques rochers de Scarborough.

L'archipel est *Zhongsha Qundao* pour les Chinois, et *Scarborough Shoal* est *Huangyan Island*.

Il s'agit d'une zone distincte des Paracels, archipel situé plus à l'Ouest, plus proche du Vietnam, qui comporte des îles habitées et dont la Chine s'est emparée aux dépens du Vietnam en 1974 (cn 307).

Scarborough, situé à 220 km des côtes philippines, à 900 km du Vietnam, fait partie de la zone de développement économique exclusive des Philippines. Mais la Chine prétend qu'il lui appartient depuis le 13ème siècle.

Jusque dans les années 1990 on ne s'est pas vraiment soucié de ces récifs ni de leur propriété, jusqu'à la Convention UNCLOS, dite de *Montego Bay*, ratifiée en 1994 (cn 307).

On s'y intéresse beaucoup maintenant avec de fortes motivations: - le pays qui serait propriétaire de ces quelques rochers le serait aussi de l'ensemble de l'archipel; - il aurait la propriété des ressources: pêche, nodules polymétalliques, hydrocarbures éventuels; - si la Chine perdait tout droit de propriété sur Scarborough, elle perdrait en même temps tout droit sur le reste de la mer de Chine du Sud, dit François Xavier Bonnet, dans une étude qui vient d'être publiée par l'IRASEC.

La tension monte en conséquence. Il ne s'agit plus de querelles de pêcheurs. Le 10 avril 2012 le navire de guerre Gregorio de Pilar essayant d'arrêter 8 bateaux de pêche chinois en a été empêché par deux navires de surveillance chinois, et s'en est suivi un face à face très tendu. En mai, il y avait 80 bateaux de pêche chinois dans la zone. Pour calmer le jeu, les Philippines ont remplacé leur navire de guerre par deux bateaux civils (garde-côtes). Un typhon, en juillet a obligé tout le monde à partir, mais depuis le mois d'août, les

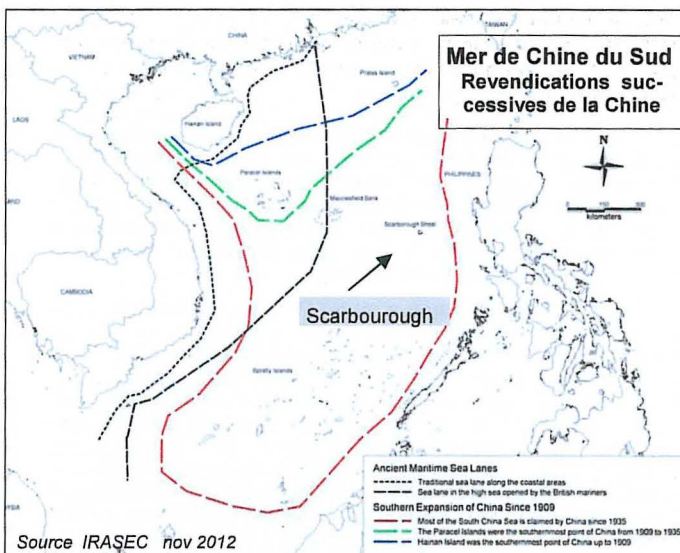
Chinois ont fermé l'entrée de l'atoll, et depuis octobre deux navires civils chinois patrouillent dans la zone. Les Chinois actuellement ont seules la possibilité d'occuper les rochers. Les Philippines demandent que l'affaire soit portée devant l'ITLOS, *International Tribunal for the Law of the Sea*.

Lors du sommet du 16 juillet dernier, la Chine a réussi, contre le souhait des Philippines, à empêcher l'ASEAN d'aborder le sujet. A la réunion de l'ASEAN à Phnom Penh, le 20 Novembre, le sujet a été évoqué, les désaccords et la rivalité Chine-Etats-Unis sont apparus clairement ... mais on n'a pas avancé.

Petits écueils, Enjeux énormes

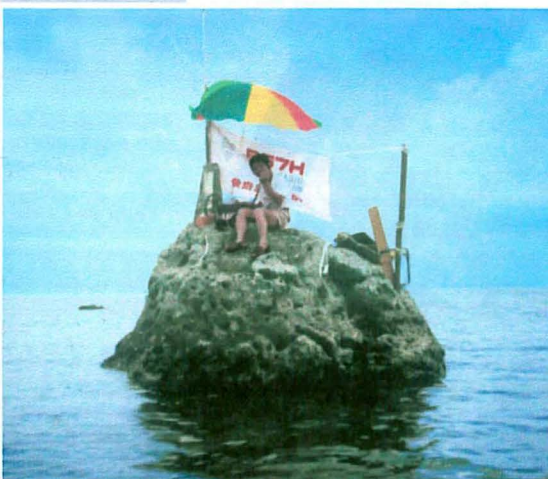
Au cas où l'affaire serait portée devant l'UNCLOS, les chances de succès de la Chine seraient très faibles, estime F.X. Bonnet parce que les rochers en question ne sont pas des îles (les « îles » doivent être habitables).

S'ils étaient reconnus comme « îles », le propriétaire aurait aussi la propriété d'une zone de « mer territoriale » de 12 milles nautiques, une zone contiguë de 24 nm, et de plus une EEZ de 200 nm, ... et le plateau continental, c'est-à-dire une énorme surface maritime, sans proportion avec les rochers de Scarborough.



Présence philippine (à gauche) : un député philippin en 1997.

Présence chinoise : équipe de radio amateurs en 1995).



A quoi on peut ajouter que la Chine pourrait construire une station de surveillance sophistiquée (comme elle l'a fait sur Mischief dans les Spratly en 1995) très proche des Philippines et de la liaison maritime en haute mer (voir carte).

Les Philippines de leur côté perdraient une région très bénéfique pour leurs pêcheurs, et sa zone côtière elle-même serait gravement concurrencée.

Au cas où la Chine ne serait pas reconnue propriétaire de Scarborough, elle perdrait en même temps l'archipel *Zhongsha Qundao*, qui pourrait être partagé entre les pays voisins et placé sous le régime des eaux internationales. Et les prétentions de la Chine à la propriété de toute la Mer de Chine du Sud (la ligne en U) tomberaient en même temps, dit F. X. Bonnet.

Source principale: « *Geopolitics of Scarborough shoal* », par François Xavier Bonnet, Notes de l'IRASEC, nov. 2012.

Sur la situation géopolitique en mer de Chine du Sud, voir «Un conflit en mer de Chine méridionale?» cn 307(cartes),

le retour des Etats-Unis: rétablir l'équilibre

Il y a un niveau géopolitique dans ces querelles. Le Sud Est asiatique a été un terrain où se sont affrontés jadis par Vietnam et Cambodge interposés l'Union Soviétique, la Chine, les Etats-Unis. Depuis cette époque l'URSS est sortie du champ et les Etats-Unis ont été en quelque sorte poussés à la mer, marginalisés, éliminés de la région. La Chine se sent le champ libre.

Aujourd'hui, ce n'est plus de l'URSS ni du communisme dont on craint l'expansion, mais de la Chine, non seulement en Mer de Chine méridionale mais d'une façon plus générale dans le Sud-Est asiatique, dans le Pacifique et l'Océan indien.

En mer de Chine méridionale, l'attitude expansionniste de la Chine, le renforcement de sa marine, de sa base militaire dans les Paracels, sa capacité à envoyer des forces de débarquement (cn 307), expliquent le regain d'intérêt que portent les Etats-Unis à la région, au Vietnam.

Les Etats-Unis vont-ils revenir dans le Sud-Est asiatique pour contenir l'expansion de la Chine ?

Pour faire pièce à la Chine, qui a un allié sûr, le Cambodge, les Etats-Unis se cherchent des alliés, se rapprochent des Philippines, du Vietnam (où ils ont eu jadis, par exemple à Danang, à Hué, des bases militaires majeures).

Le Vietnam, s'il se sentait appuyé par les Etats-Unis, serait mieux en mesure de défendre ses intérêts. En cas de clash avec la Chine en mer de Chine méridionale, de les défendre militairement.

Aux dernières nouvelles, le 5 décembre, le Vietnam a condamné plus fortement qu'il ne l'avait fait jusqu'ici les prétentions de la Chine concernant les deux archipels des Paracels (occupées de force par la Chine depuis 1974, *cn 307*) et des Spratly. La raison: un bateau de pêche chinois a coupé (peut être involontairement) un câble que remorquait un bateau de la compagnie vietnamienne *Petrovietnam* pour le compte d'une société indienne.

Résultat de ces tensions: chaque pays entend protéger sa zone et organise des patrouilles de protection.

La Chine va plus loin: un décret de fin novembre autorise les autorités de la province de Hainan à saisir les bateaux étrangers qui se trouveraient dans « sa » zone de mer de Chine du Sud.

Les Philippines de leur côté ont signé avec les Etats-Unis en 1951 un Traité mutuel de défense, que l'on pourrait à l'occasion extraire des archives. C'est peut-être ce qui explique l'attitude assez ferme des Philippines dans cette affaire, face à la Chine, lors du sommet de Phnom Penh.

Et voici que le Japon maintenant éprouve lui aussi la pression chinoise au sujet d'une île contestée. La tension monte entre les deux pays.

De sorte que la Chine, avec autour d'elle tous ces pays attentifs à ses faits et gestes, tous très défiants, ne peut pas se sentir les mains libres dans cette région du monde.

Un conflit armé en mer de Chine du Sud, c'est l'hypothèse pessimiste. Des frictions, des incidents sont possibles. Mais un dérapage, un grand conflit, restent improbables.

L'hypothèse optimiste est que, le risque existant d'un conflit régional qui impliquerait aussi les Etats-Unis, cette éventualité ait sur la Chine un effet dissuasif.

Le plus souhaitable est qu'un appui bien dosé des Etats-Unis au Vietnam, aux Philippines, vienne rétablir l'équilibre dans la région.

Pour l'instant, on ne voit pas de stratégie américaine bien définie. Mais on voit assez bien des ententes, des alliances se dessiner, des camps se former ... Un code de bonne conduite est en chantier. La mauvaise conduite sera t'elle plus rapide ?

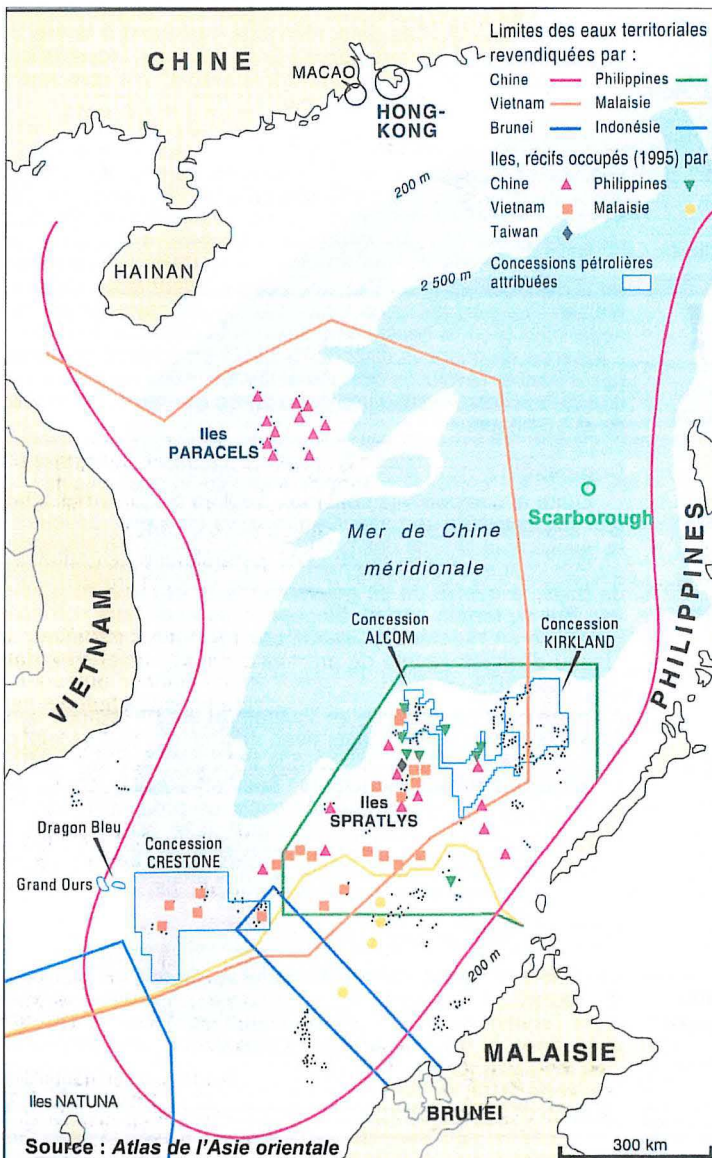
Des zones de libre-échange rivales ?

La rivalité n'est pas seulement territoriale, elle concerne de façon plus diffuse les zones d'influence, et notamment les réseaux d'intérêts économiques.

Deux très vastes zones de libre-échange se dessinent :

- un projet dont feraient partie la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle Zélande ... ensemble 3 milliards de gens, un CA de 20 trillions de dollars.

- un projet américain concurrent dit « Transpacifique » *Trans Pacific Partnership* : USA, Brunei, Malaisie, Singapour, Vietnam, Australie, Nouvelle Zélande ...



Service économique régional de Singapour

2012 et 2013 pour les 10 de l'ASEAN

2012 sera finalement un bon cru en Asie du Sud Est

Le ralentissement de l'économie mondiale a été plus fort qu'anticipé cette année. (...) L'Asean résiste bien à ce recul. Hormis Singapour et le Vietnam, qui connaissent un ralentissement prononcé, les prévisions du FMI s'améliorent pour 3 pays (Philippines, Thaïlande et Birmanie) et restent quasi stables pour les autres. La « résilience » de l'Asean est, avec celle de l'Afrique, un des faits marquants de l'année. (...)

Le « scénario central » pour 2013 est un peu meilleur

La croissance mondiale reprend un peu de couleur pour le

Croissances dans l'ASEAN		
	2012	2013
Birmanie	6,2	6,3
Brunei	2,7	1,5
Cambodge	6,5	6,7
Indonésie	6	6,3
Laos	8,3	8,1
Malaisie	4,4	4,7
Philippines	4,8	4,8
Singapour	2,1	2,9
Thaïlande	5,6	6
Vietnam	5,1	5,9

Source FMI oct 2012

portation et sa croissance progresse encore (Asean cinq +5,8 %, et Singapour +3 %).

Les risques sont nombreux mais pas tous baissiers

La liste des risques mentionnée par le FMI est large. Elle inclut en priorité ceux liés à une mauvaise gestion des problèmes de la zone Euro ou des problèmes budgétaires améri-

cains (« fiscal cliff »). Elle mentionne aussi la possibilité d'un choc géo-politique au Moyen Orient (Iran, Syrie...) et les risques de long terme liés à la consolidation budgétaire dans les pays développés. Si les trois premiers

risques listés par le FMI ne se concrétisent pas, le Fonds n'exclut pas un retournement de conjoncture plus marqué que dans les prévisions actuelles, avec une fin d'année 2013 plus robuste. L'Asean dispose encore de marges de manoeuvre budgétaires et monétaires pour faire face à de nouvelles difficultés, mais sa résilience s'essouffera assez rapidement si le panorama mondial ne s'améliore pas. Il reste à espérer que le FMI aura cette fois ci raison, et que 2012 aura bien été une « année plancher ».

Hubert Testard, SER

La productivité, élément croissant de la compétitivité

La progression des salaires réels et l'appréciation des monnaies de l'Asean dégradent petit à petit la compétitivité coût/prix, tandis que les déterminants de la compétitivité hors coûts tardent à s'améliorer.

L'ASEAN produit de plus en plus cher...

Depuis plus d'une décennie la région connaît une croissance soutenue, permettant une hausse des niveaux de vie. Cette dynamique s'accompagne d'un rattrapage des coûts des salaires manufacturiers réels ont progressé en moyenne de 3 % par an sur la dernière décennie, et les monnaies s'apprécient tendanciellement face à l'USD à un rythme plus rapide dans les pays où le revenu par tête est le plus bas (Indonésie, Vietnam, notamment). Ces deux éléments traduisent à la fois un rattrapage global de la région vis-à-vis des pays industrialisés (où les salaires réels progressent très peu) et une convergence des pays de l'ASEAN entre eux.

... mais aussi de façon plus efficace

Les gains de productivité qu'ont enregistré les pays de la région sur la dernière décennie permettent toutefois de nuancer l'impact de l'augmentation du coût du travail. Si la compétitivité internationale des coûts salariaux s'érode en Indonésie, à Singapour, en Thaïlande (et dans une moindre mesure en Chine), elle s'améliore aux Philippines et au Vietnam tout en restant quasi stable en Malaisie. La période récente (2011-2012) est marquée par une nette inflexion à la hausse des salaires et des taux de change. L'absence de données disponibles sur la productivité ne permet pas d'évaluer l'évolution des compétitivités coûts, mais il est clair que celles-ci continuent de se dégrader en Indonésie, en Thaïlande et à Singapour.

Compétitivité hors prix : Singapour devant

Outre la compétitivité coût/prix, d'autres mécanismes affectent l'attractivité d'un pays. Ces facteurs hors prix renvoient à la qualité et la fiabilité des produits, leur contenu en innovation ou leur image, et sont déterminés par l'état des infrastructures du pays, la qualité de sa gouvernance et sa capacité à innover. Sur ce terrain décisif, Singapour tire nettement son épingle du jeu, grâce à des institutions stables et efficaces, un réseau d'infrastructures de premier ordre et une priorité donnée à la R&D.

A l'autre bout de l'échelle, le Vietnam et les Philippines semblent cumuler les handicaps, avec notamment une corruption qui pénalise la mise en place des politiques publiques et un déficit criant en infrastructures. Leur attractivité repose aujourd'hui exclusivement sur des coûts de production bas. La Malaisie présente un profil plus intermédiaire, avec à la fois un coût du travail encore relativement bas et un effort en faveur de l'amélioration de l'environnement des affaires.

L'avenir appartient à ceux qui innovent

A l'exception de Singapour, la compétitivité de la région repose encore très largement sur la faiblesse relative des coûts du travail. La question de la productivité (...) va le devenir dans l'ensemble de la région. Qualité de l'éducation, progrès dans la gouvernance et l'innovation, modernisation des infrastructures, libéralisation des services deviennent les conditions nécessaires de la modernisation des économies et du rattrapage des niveaux de vie.

Samuel Delepierre

CONCENTRÉ D'IT !

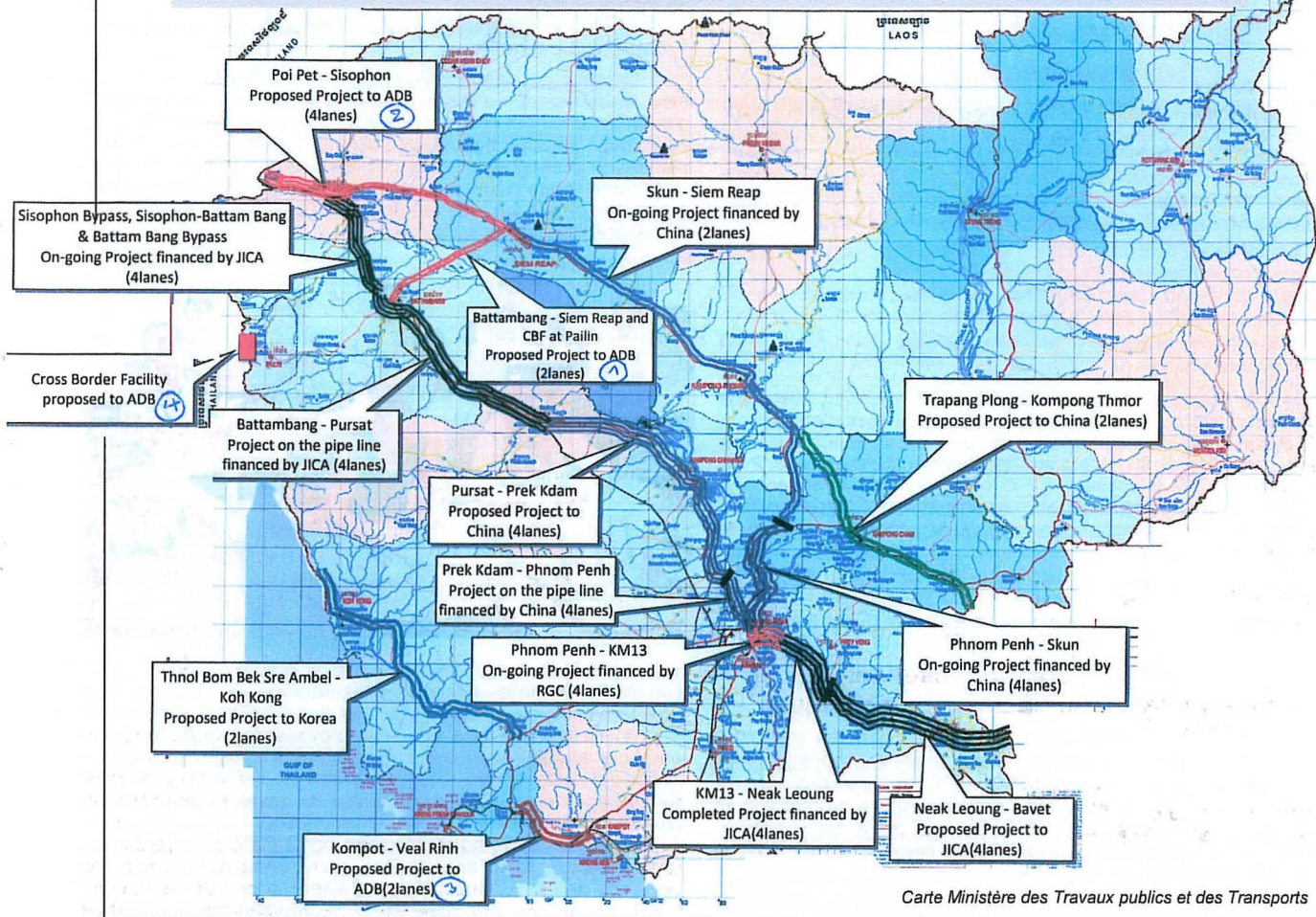


Applications dédiées
Développement web

Système d'intégration
Audit formation conseil

PDC Building, #184, st. 217 (Monireth) 6ème étage, Phnom Penh
Tél: 012 213 360 / 011 373 345 / contact@khemerdev.com
www.khemerdev.com

Réseau routier travaux et projets 2020



Carte Ministère des Travaux publics et des Transports

Le réseau routier en pleine modernisation

D'importants projets concernant les principales artères du réseau routier sont en cours de réalisation ou en projet.

Les principaux bailleurs de fonds: la Chine, l'ADB, le Japon, la Corée, le gouvernement du Cambodge.

Il faut distinguer: - les travaux en cours de réalisation; - les travaux décidés pour lesquels les négociations sont en cours; - et les projets proposés par le Cambodge aux bailleurs de fonds.

6 RN6 Phnom Penh—Skun ; mise à 4 voies, travaux en cours financés par la Chine.
Skun—Siem Reap : mise à deux voies, travaux en cours financés par la Chine.
Siem Reap—Sisophoan : mise à deux voies proposée à l'ADB.
Sisophoan—Poipet : mise à 4 voies, proposée à l'ADB.

RN5 : **Phnom Penh—Peak Kdam** : mise à 4 voies, en cours de discussion avec la Chine.
Prek Kdam—Pursat : mise à 4 voies proposée à la Chine.
Pursat—Battambang, mise à 4 voies en cours de discussion avec le Japon (Jica).
Contournement de Battambang, mise à 4 voies de Battambang—Sisophoan, et contournement de Sisophoan : proposé au Japon (Jica).

Liaison RN5—RN6 c'est une route à créer, à deux voies, joignant **Battambang** à la **RN6** (Puok/Pouk) passant à l'Ouest du Tonle Sap. Le financement est proposé à l'ADB, en même temps qu'un point de passage frontalier à Pailin.

Cette route traversera des terrains marécageux, franchira trois rivières, ses 75,5 km coûteront 90 à 100 millions de dollars, nous dit M. Chhin Kong Heang, directeur des Routes au ministère des Travaux Publics.

Nationale 48 de la RN 4 (Thnol Bom Bek) à Koh Kong : mise à deux voies proposée à la Corée

RN3 Kampot Veal Rinh (RN4) : mise à deux voies proposée à l'ADB

RN1 : de **Phnom Penh au km 13**: mise à 4 voies, travaux en cours financés par le gouvernement cambodgien (les premiers km retardés par la difficulté d'élargissement en zone urbaine)

du km 13 à Neak Luong : mise à 4 voies, travaux terminés financés par le Japon (Jica).

Pont de Neak Luong de Neak Luong à Bavet (frontière du Vietnam) : mise à 4 voies proposée au Japon (Jica).

Nationale 71—RN7—nationale 72 : cette liaison joindrait Kompong Thom sur la RN6 (à 36 km au SE de Kompong Thom) à la RN 7 (mise à deux voies de la route existante traversant les plantations d'hévéas), joindrait Kompong Cham et de là Kraek par la RN7 existante, et par la 72 (mise à deux voies) la frontière du Vietnam à Trapeang Phlong. Mises à deux voies proposées à la Chine.

Nationale 13: à l'étude, cette route mise à deux voies joindrait Svay Rieng, vers le nord, à la RN8 et à la RN7, à travers une région mal desservie, permettant de joindre plus facilement Svay Rieng, Prey Veng et Kompong Cham.

La liste ci-dessus concerne les liaisons majeures. Pour les très nombreux autres travaux en cours et projets voir « Nouvelles du réseau routier » *cn* 303

CONFECTION

salaires et carrières

une mise au point

L'article sur les diplômés de l'enseignement supérieur paru dans *cn 313* (« Les diplômés de l'enseignement supérieur réussissent plutôt bien ») a suscité bon nombre de marques d'intérêt et, s'agissant des salaires dans la confection cités à titre de comparaison, une mise au point de Tep Mona, directrice de SHRMP&P, *People, Productivity, Performance*.

Le texte en question disait : « le salaire moyen des diplômés interviewés est de 250 dollars / mois (...) alors que le salaire minimum dans l'industrie de la confection est de 63 dollars, ce salaire moyen est donc 4 fois plus élevé ».

Tep Mona proteste : une fois de plus la Confection est injustement traitée.

« - le salaire n'est pas de 63 \$ par mois, en fait avec tous les avantages qui ont été négociés dernièrement, l'ouvrier qui n'a aucune qualification part à la fin du mois avec **83 / 86 dollars** : 61 \$ + 5 \$ d'allocation/santé/alimentaire, + 10 \$ de présence, + 7 \$ de transport, + 2 \$ ou 3 \$ pour l'ancienneté.

« Si nous voulons comparer équitablement, il faut prendre le salaire du middle-management de la confection et non le salarié au niveau ouvrier.

middle management pensez à la confection !

« - Les salaires des superviseurs équivalent à ceux de ces

jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qui occuperont également des positions dans le middle-management. Par conséquent, il serait plus adéquat de comparer les positions de même niveau.

« Un jeune superviseur dans la confection empoche entre 170 et 250 \$ par mois.

« Qui plus est, les jeunes superviseurs que nous avons formés, entrant dans ce milieu, ont un plan de carrière beaucoup plus prometteur car ils n'ont pas à se battre avec d'autres Cambodgiens. En effet, beaucoup d'usines n'attendent que de remplacer leur personnel expatrié par les locaux... et donc nos jeunes superviseurs peuvent grimper les échelons dans les postes à pourvoir beaucoup plus rapidement. C'est l'avis que je donne aux ambitieux.... Et ça marche !



SHRMP : créer un réservoir de superviseurs et managers techniques

SHRMP a été créé il y a 7 ans dans le cadre du projet international *Garment Industry Productivity Center*, GIPC, un programme soutenu par l'Agence de Développement Américaine USAID. Ce projet avait pour mission de promouvoir et de dynamiser la compétitivité du secteur de la confection au Cambodge à la fin des quotas obtenus jusqu'en 2005 (sous le *Multi-Fiber Agreement* en 1999).

L'organisation s'est pérennisée et depuis 2 ans a été privatisée. L'objectif : renforcer les qualifications et compétences du personnel dans le secteur manufacturier et, en parallèle, une nouvelle mission est de développer un réservoir de techniciens qui formeront une nouvelle génération de superviseurs et managers techniques, pour les industries manufacturières, notamment la confection.

Un des programmes que SHRMP a lancé est le *Production Management Program*. Cette formation existe depuis près de 2 ans. La formation, d'abord de 3 mois, dure maintenant 6 mois grâce au soutien de nos usines et à une grande marque devenue aussi notre partenaire.

Formation au management de la production

Ce programme en *management de la production* applique les principes de l'ingénierie industrielle, il est reconnu par l'uni-



versité de Puthisastra et le Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle. Son curriculum reprend les concepts de la responsabilité, de leadership et des techniques de supervision pour toute ligne de production qui implique des séquences d'opérations et des individus qui travaillent à la chaîne.

En d'autres termes, ce programme applique les principes de management pour la supervision du travail et des ressources humaines dans les lignes de production.

Pour le moment nous sommes actifs principalement dans la confection, mais nous avons commencé aussi dans les secteurs de la chaussure, de l'alimentation, de l'ameublement. En fait les principes et les techniques de supervision sont les mêmes pour n'importe quel type de produit.

La force de notre *Production Management Program* réside dans le fait qu'il a été conçu par des ingénieurs internationaux ayant plus de 40 ans d'expérience dans le métier de la confection et de la manufacture; nous avons bâti ensemble ce curriculum en tenant compte des besoins émanant du secteur privé, étranger et local.

La moitié de nos cours se passe à l'usine même afin que nos étudiants puissent appliquer les concepts dans la pratique; ce qui permet d'aider le développement des réflexes dans la résolution des problèmes.

Taux de réussite : de 70 à 100 %

Nous avons formé à ce jour plus de 70 personnes à partir de jeunes diplômés sortant du Collège et de l'Université. Nous avons un taux de réussite entre 70% et 72%.

Avec le nouveau programme de 6 mois, et une scrupuleuse sélection au tout début du programme (nous avons par exemple un test d'habileté et d'aptitudes qui dure plus de 2h30, ce test est suivi d'un interview sur les motivations du candidat), le taux de réussite doit être de 100% : tous les diplômés sont tous embauchés à la fin du programme.

La proportion des Cambodgiens dans le middle management de la confection, environ 20 % il y a 5 ans, augmente, atteint 25 à 30 % dans le middle et top management, grâce à nos programmes de formation de jeunes diplômés et de perfectionnement du personnel déjà en poste, et grâce aussi au fait que les usines se rendent compte que le personnel local fait très bien le travail, s'il est formé, qu'il coûte bien moins cher que les expatriés et, de plus, que la communication est bien meilleure ...

Tep Mona
Directrice de SHRMP

Antoine Perrier-Cornet

Chef de projet

La formation des ingénieurs à l'ITC

On entend souvent les chefs d'entreprise déplorer le manque d'ingénieurs cambodgiens. Ils doivent souvent faire appel à des ingénieurs étrangers, c'est moins simple, c'est en général plus coûteux, et c'est dommage pour le Cambodge qui a là un potentiel mal utilisé de métiers bien rémunérés.

Tout de même, il existe au Cambodge des formations d'ingénieurs dont la qualité est reconnue depuis longtemps. M. Antoine Perrier-Cornet, chef de projet de l'ITC, *Institut de Technologie du Cambodge*, nous a donné des informations très complètes sur cet établissement.

Un millier d'étudiants chaque année

Le nombre de candidatures à l'ITC augmente chaque année. Actuellement :

- *filière ingénieurs* : environ 3000 candidats, et 700 admis, sur concours d'entrée.

- *filière techniciens DUT* : environ 1500 candidats, et 300 admis, sur dossier.

Les filières, les départements

Les *ingénieurs* (2 500 étudiants) et les *techniciens DUT* (550 étudiants) ont le choix entre 7 départements de spécialités :

- Génie chimique et alimentaire
- Génie civil (construction et architecture)
- Génie électrique et énergétique (*option électronique automatique télécommunications, et option énergétique*)
- Génie géoressources et géotechnique
- Génie industriel et mécanique
- Génie informatique et communication
- Génie rural

Masters : 4 formations (149 étudiants)

- Génie civil
- Génie électrique
- Agro-industrie et Environnement
- Génie rural

Chaque promotion compte environ 400 ingénieurs diplômés.

Durée des études

- technicien IUT : 2 ans
- ingénieur : 5 ans (2 années de tronc commun et 3 années en département de spécialité)
- master : 2 ans : (1an pour les diplômés de l'ITC)

Frais d'études

La formation est payante, : 400 à 500 \$ / an pour les ingénieurs, 250 \$ /an pour les DUT et 950 \$ / an pour les Masters.

La majorité des étudiants venant de province, il y a des mécanismes d'aide importants qui concernent en tout 40% des étudiants de l'ITC :

- exonération de 50% des frais d'inscription pour toutes les filles étudiantes,
- bourses de mérite et bourses sociales du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports,
- bourses systématiques pour les étudiants étrangers,
- bourses de mérite et bourses sociales des partenaires de l'ITC : Ambassade de France au Cambodge, Banque Mondiale, ONG, entreprises.

Financement de l'ITC

L'ITC est financé par les frais d'inscription, le Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports et les programmes d'appui de ses partenaires internationaux : coopération française, coopération japonaise, Agence universitaire de la Fran-

cophonie (AUF), Commission universitaire pour le Développement (CUD / Belgique), coopération coréenne et réseaux des universités d'ingénierie de l'ASEAN (AUN/SEED-Net).

Qui sont les enseignants ? Dans quelle langue se pratique l'enseignement ?

216 enseignants cambodgiens dont 70 vacataires. 100 sont titulaires d'un diplôme de Master et 30 d'un doctorat. Ces enseignants ont principalement été formés à l'international grâce aux bourses de formation des coopérations étrangères (France, Belgique, Canada, Japon, ASEAN...)

Enseignement extérieur : environ 70 cours / an sont assurés à l'ITC par des universitaires étrangers en mission d'enseignement (France, Japon, Belgique, Finlande, ASEAN...)

L'enseignement dans la filière ingénieur est fait en langue française: apprentissage de la langue française pendant les 2 premières années de Tronc commun. Les autres cours scientifiques du Tronc commun (mathématiques, physique, chimie) sont donnés en langue orale khmère avec des supports écrits en langue française. Les étudiants ont les capacités linguistiques en anglais pour pouvoir suivre les enseignements des missionnaires étrangers anglophones.

Que deviennent les diplômés de l'ITC ?

L'insertion des diplômés est très bonne. Selon une enquête réalisée sur la promotion 2011, seulement 3% des ingénieurs diplômés sont en recherche d'emploi, 72% travaillent avec un niveau d'emploi en lien avec leur formation (secteur privé, secteur public, auto-entreprenariat et ONG) et 25% sont en poursuite d'études. Pour les techniciens, 7,5% sont en recherche d'emploi, 72,5% ont un emploi et 20% sont en poursuite d'études.

Le niveau de rémunération des diplômés de l'ITC n'a pas encore fait l'objet d'une enquête précise. Une enquête générale sur les diplômés 2008 (33 mois après diplôme) de l'enseignement supérieur cambodgien est en cours de publication. Elle indique un salaire moyen mensuel de 570\$ pour tous les diplômés 2008 en ingénierie du Cambodge.

Existe-t-il d'autres formations concurrentes ?

Il existe d'autres formations en sciences de l'ingénieur au Cambodge, la plupart dans des établissements privés, mais aussi dans certaines facultés d'ingénierie d'universités publiques et dans des établissements dépendant du Ministère de la formation professionnelle. La qualité de la formation dispensée à l'ITC reste supérieure à celle de ces formations concurrentes, principalement grâce aux équipements pratiques pour l'enseignement dont dispose l'ITC.

On manque encore d'ingénieurs

Au niveau du Cambodge, il faut d'abord noter qu'il n'y a pas encore suffisamment d'ingénieurs formés. L'offre de formation universitaire est peu diversifiée avec presque 50 % des étudiants dans les filières de management et marketing alors que les filières en agriculture et en ingénierie représentent respectivement 4% et 3% malgré leurs aspects prioritaires pour le développement du Cambodge. Les formations en sciences de l'ingénieur sont peu nombreuses et certaines sont insuffisamment connectées avec les besoins du marché.

Avec l'arrivée croissante des investisseurs au Cambodge, beaucoup d'entreprises privées demandent directement à l'Institut de Technologie du Cambodge de former des ingénieurs pour leurs besoins de recrutement.

Les enquêtes réalisées auprès des entreprises indiquent qu'elles sont globalement satisfaites par le niveau des ingénieurs de l'ITC même si des progrès sont à apporter dans le domaine de la formation managériale des ingénieurs et dans l'acquisition des savoir-être (leadership, esprit d'entreprenariat, esprit critique, esprit d'initiative...). Le rapprochement avec les milieux professionnels est un des objectifs stratégiques de l'ITC. Outre les prestations de services ou les projets de recherche appliquée avec les entreprises, il est important de veiller à une bonne adéquation formation-emploi. C'est pourquoi les entreprises du Cambodge sont représentées et actives dans les instances de direction (Conseil d'Administration) et pédagogiques (Consortium) de l'ITC : KhmerDev, Comin Khmere, Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne.

L'eau potable en milieu rural

Les bidons de 1001 Fontaines Les mini-réseaux du GRET Les filtres

On le sait bien, le réseau d'eau potable dans l'agglomération de Phnom Penh mérite des éloges: il est fonctionnel, produisant et distribuant une eau de qualité, avec un taux de pertes d'eau très faible, un prix au m3 peu élevé, une bonne gestion avec une tarification originale (les gros consommateurs paient le m3 plus cher que les petits), qui permet non seulement la rentabilité mais le financement de l'extension du réseau. Pour toutes ces raisons l'Autorité qui gère l'eau, PPWSA, dirigée par M. Ek Sonn Chan, a été la première société cambodgienne admise en bourse.

Il en va autrement en province où vit 80 % de la population. Hors des agglomérations principales, dans la majorité des foyers on n'a pas l'eau courante, on recueille l'eau des pluies, on va chercher l'eau à la mare, dans des puits, à la rivière, on la stocke dans des jarres, on la fait bouillir pour la boisson et la cuisine, mais c'est très souvent de l'eau polluée qui cause des maladies et en particulier de la diarrhée aux enfants, le paludisme, la dengue par l'intermédiaire des moustiques. Et faire bouillir l'eau consomme beaucoup de bois ou de charbon de bois.

On se préoccupe donc depuis longtemps, au niveau du gouvernement (voir interview de M. Ek Sonn Chan dans *cn* n° 41 de décembre 1995), des bailleurs de fonds, des ONG, de trouver les meilleurs moyens de faire arriver l'eau potable dans les foyers.

Il n'est pas question de prolonger le réseau de la capitale jusqu'au fond des provinces, l'investissement serait hors de portée. Mais de créer des réseaux locaux, avec de petites entreprises privées qui gèrent ces réseaux et y trouvent leur intérêt, tout en créant des emplois.

Le système mini-réseaux d'eau potable MIREP

En 2001 le GRET (*Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques*), en association avec l'entreprise *Kosan*, a ainsi créé sur fonds français, le MIREP, *Mini Réseaux d'Eau Potable*. Plusieurs réseaux ont vu le jour, le détail du fonctionnement, la répartition des coûts, les difficultés rencontrées, et des exemples concrets sont exposés dans *cn* 212 d'avril 2004. Le coût du m3 pour le consommateur était de 0,5 \$.

En 2011 le GRET estimait à 300 à 400 le nombre des petits réseaux d'eau potable existants, mais mal connus, souvent mal gérés, « ne correspondant à aucun standard, dans un cadre légal très insuffisant » nous disait Clément Frenoux (*cn* 298).

Ce programme a été relayé en 2005 par le programme PACEPAC, de type PPP *partenariat public-privé*, présentant plusieurs améliorations importantes, notamment des contrats plus précis (de plusieurs types au choix) entre l'investisseur et la commune, et la province, et avec une licence délivrée par le ministère. En 2011, on comptait 22 projets en cours et environ 40 000 personnes desservies.

Et les filtres ?

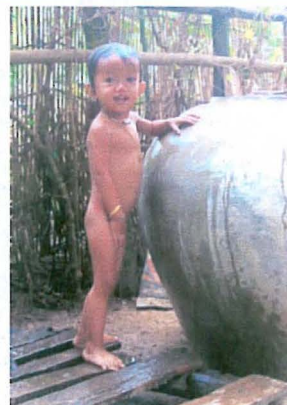
Une autre formule pour que l'eau potable soit disponible dans les foyers ruraux: le filtre. C'est un petit appareil que l'on fixe à un piloris de la maison; on verse en haut l'eau disponible (venant de la jarre) et on récupère en bas l'eau potable. Avantage: on l'achète au marché pour 10 \$ à des commerçants qui viennent le fixer. Certaines ONG l'installent gratuitement. Autre avantage: utilisation très facile par des gens âgés, aucune manipulation de bidon lourd. Et l'eau est gratuite. Inconvénient: il faut changer les filtres, mettre des pilules, beaucoup d'utilisateurs l'oublie et le filtre ne joue pas son rôle.

Le système 1001 Fontaines est plus sûr, dit F. Jaquenoud,

Dans ce système, la répartition de l'investissement (pompe, station de traitement, château d'eau, réseau de distribution et connexions) est : 60 % par l'investisseur privé, 30 % par une subvention du GRET / PACEPAC (Union Européenne, Unicef, AFD, GIZ, SEDIF *Syndicat des Eaux d'Ile de France*...), et 10 % par les utilisateurs.

L'expérience a montré que la formule pouvait être rentable dans le cas de réseaux importants, desservant plus de 500 ménages, et « pouvant même financer l'infrastructure ». On estimait à 300 à 400 le nombre des réseaux viables, pouvant au total desservir 9 à 15 % de la population rurale. Et on listait les « freins » : - financiers (difficulté à trouver des emprunts de durée assez longue); - techniques (construction, fonctionnement et contrôles, entretien); - politiques et législatifs.

Nous avons demandé au GRET une mise à jour de ces données qui datent d'il y a 18 mois, demande qui a été bizarrement refusée. Doit-on penser que le programme *mini-réseaux d'eau potable* a été abandonné ? Le sujet mériterait en tous cas un minimum d'informations.



1001 Fontaines l'eau potable livrée à domicile en bidons

L'idée de l'ONG française *1001 Fontaines* est différente: plus de réseaux, plus de canalisations, leur installation est trop chère. L'eau potable est déposée dans chaque foyer qui le souhaite par bidons de 20 l, pour le prix très faible de 0,01 \$ par litre, 0,2 \$ le bidon, ou 800 riels.

Le créateur, François Jaquenoud, ne conteste pas qu'il vaut encore mieux avoir de l'eau potable au robinet. Cela viendra un jour, mais en attendant cette livraison à domicile répond à un besoin quotidien minimum d'eau potable, besoin estimé à 2 l par jour et par personne.

Pour la consommation courante, on continue à faire bouillir l'eau.

Avec ce système, on préserve la santé, notamment celle des enfants, et on fait naître beaucoup de petites entreprises locales créatrices d'emplois. Le système est conçu pour être rentable après un an.

Il y a donc trois objectifs:

- qualité de l'eau de façon à favoriser la santé
- une eau pas chère, accessible à tous
- un système créateur d'emplois, rentable, durable.

Beaucoup de bailleurs de fonds ont été convaincus par

Le WIS de l'USAID

Un autre système créé et pratiqué depuis 2008 par l'USAID, *Water Investment Strategy*, consiste à subventionner les entrepreneurs-investisseurs seulement une fois que le réseau a été construit et qu'il fonctionne. De cette façon nous disait USAID (*cn* 298, juin 2011), 17 entrepreneurs ont construit un réseau efficace, rentable, desservant 11 000 foyers. Coût moyen d'une connexion 152 dollars, dont 70 dollars fournis par le projet WIS.

CAMBODGE NOUVEAU

cette formule et contribuent au projet *1001 Fontaines*. On peut citer l'AFD, l'Unicef, Veolia, Danone, les régions Ile de France et Midi-Pyrénées, Enfants du Mékong, Fondation Mérieux, World Vision, Oxfam, ... bien d'autres.

63 736 bénéficiaires ... et beaucoup de projets

Les résultats, à fin juin 2012, étaient les suivants:

- 63 sites installés (dont 5 ont été arrêtés)
- 63 736 bénéficiaires

A ce chiffre s'ajoutent 43 974 enfants qui reçoivent l'eau potable à l'école, par « sponsorship ».

Projet: 20 nouveaux sites dans les 12 mois suivants.
100 000 bénéficiaires en 2016

Le traitement de l'eau est réalisé en plusieurs phases:

- *coagulation et floculation* : on ajoute à l'eau d'origine venant d'une mare ou d'une rivière du sulfate d'aluminium qui avec un mouvement d'agitation lent provoque l'agglomération des particules, et ces *flocs* tombent au fond de la cuve.

- *Filtration et microfiltration* l'eau passe à travers du sable, ensuite dans des filtres de plus en plus fins jusqu'à 1 micron.

- *purification par U.V.* qui a un effet germicide, et en même temps conserve le goût et la qualité chimique de l'eau; le coût d'entretien est très faible. Il y a une pompe (600 à 800 l/heure) et une lampe UV. L'énergie est fournie par des panneaux solaires de 80 à 100 watts chargeant une batterie de 12 V.

- *conditionnement et contrôle de la qualité*: les bombonnes sont lavées et désinfectées avant remplissage et scellage. Contrôle de la qualité par indicateurs microbiologiques.

« Nous travaillons sur de petites quantités, fait observer M. Jaquenoud, de sorte que la qualité est plus facilement contrôlable. Et nous utilisons surtout les eaux de surface qui sont moins polluées. Mais il faut aussi éduquer les consommateurs: conserver l'eau à l'ombre, par exemple.

Petites entreprises locales

Le système repose sur de petits entrepreneurs locaux. Pour toucher le maximum de foyers, avoir donc le maximum de clients, l'eau est vendue au tarif le plus bas, moins de 0,01 euro par litre.

On aide l'entrepreneur la première année. Après 12 à 18 mois c'est l'affaire de l'entrepreneur. Le village est donc durablement autonome. On continue cependant à aider l'entrepreneur par une assistance technique, l'entretien des filtres, des contrôles réguliers par techniciens qualifiés.

« *Le chiffre d'affaires ainsi généré assure le financement de l'ensemble des coûts de fonctionnement de l'installation de production, en incluant une juste rémunération du travail effectué* ».

L'entrepreneur s'engage à respecter le prix de vente convenu. Sur les 63 sites installés, il n'y a eu que 3 arrêts, et un seul cas où il a fallu retirer l'équipement à l'entrepreneur.

On ne peut pas aller partout, dit F. Jaquenoud, il faut que les foyers ravitaillés soient atteignables par la moto, et pas trop dispersés. Les régions péri-urbaines par exemple.

Une *plateforme régionale* regroupe des techniciens qui apportent les services nécessaires aux opérateurs : support technique, approvisionnement en consommables et pièces détachées, gestion de l'entreprise, préparation des campagnes de sensibilisation. Ils effectuent également un contrôle de la qualité de l'eau distribuée et du respect des objectifs sociaux. Le coût de fonctionnement de cette plateforme est couvert par une redevance versée par chaque site d'exploitation (une cinquantaine de sites par plateforme) en échange des services rendus.

Ce système « plateformes et sites » est chapeauté au niveau national par une structure locale à but non lucratif, *Teuk Saat 1001*.

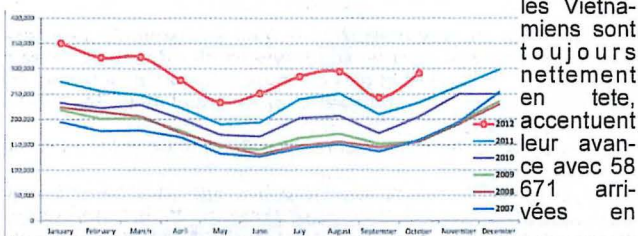
Une petite équipe française *1001 Fontaines pour demain* pilote le projet, « capitalise l'expérience », l'améliore, recherche les fonds ...

TOURISME

10 mois + 23,7 %

Les chiffres pour octobre, 290 959 arrivées, un progrès de 24,8 % sur octobre 2011, sont bons, comme les résultats pour les 10 premiers mois: 2,868, 999 touristes, et un progrès de 23,7 %, nettement plus marqué qu'en août et septembre.

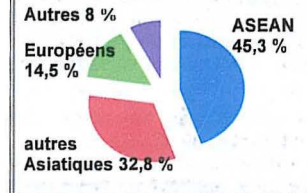
La répartition de ces visiteurs par nationalités varie peu, les Vietnamiens sont toujours nettement en tête, accentuent leur avance avec 58 671 arrivées en



Octobre, soit un progrès de 8,6 %, et 20,2 % du total.

Suivent les **Coréens**, 31 132, + 18,7 % et 10,7 % du total. Les plus fortes augmentations viennent des trois pays suivants : **Chine** + 48,4 %, **Laos** + 91,3 %, **Thaïlande** + 116,6 %. Fortes progressions aussi des **Japonais**, des **Philippins**, des **Malaisiens**, ... Le nombre des Américains (en général d'origine cambodgienne) est en stagnation, celui des Australiens en légère diminution, et il n'y a plus d'Européens dans la liste des 10 principaux pays d'origine.

Pour le mois d'octobre, la répartition des visiteurs par grandes régions d'origine a été (tableau). Les asiatiques sont plus de 78 % du total.



Par moyens de transport:

- **avion** 48,4 % du total (Phnom Penh + 13,1 %; Siem Reap + 23,1 %);
- **route** 50,2 % (+ 34,7 %);
- **voie d'eau** 1,3 % (forte baisse).



**Local experience
Regional expertise**

www.cominasiagroup.com

- Equipment supply
- Turn-key projects
- Multitechnical after sales services



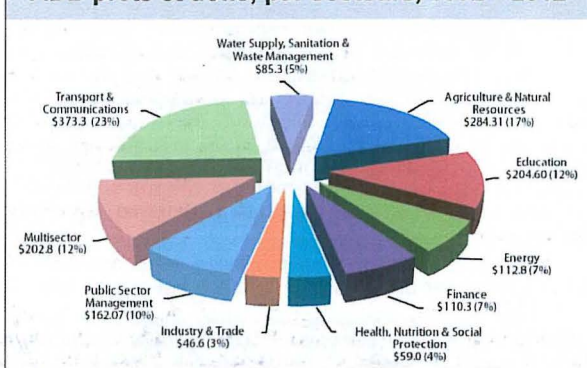
ADB 20 ans de présence au Cambodge

La Banque Asiatique de Développement qui a réalisé un premier prêt au Cambodge en 1992, après les Accords de Paris, a accéléré ses opérations à partir de 1996. Depuis lors, le Cambodge a reçu de l'ADB : 1,39 milliards de dollars de prêts, 251 millions de dons, 138 millions d'assistance technique à 179 projets, a expliqué Eric Sidgwick, *country Director*, résident à Phnom Penh, lors du déjeuner mensuel de la Chambre de Commerce Franco Cambodgienne, en Octobre.

La répartition de ces interventions, à jour à fin octobre 2012, est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Nous considérons que nous avons eu une action positive dans nombre de secteurs comme le transport (la réhabilitation des chemins de fer), la santé, l'agriculture (irrigation autour du Tonle Sap), l'éducation, la formation, la finance, ...

ADB prêts et dons, par secteurs, 1992—2012



mais nous avons quelques frustrations, concernant la gestion des affaires publiques qui manque de transparence, avec une décentralisation insuffisante, et concernant l'implication des responsables, à tous les niveaux, et leur faible efficacité.

Nous avons maintenant une préoccupation : montrer que nos aides ont un effet concret. L'objectif est de réduire la pauvreté, nous devons montrer la capacité des ministères à aider le développement, nous devons faire apparaître des résultats. Et pour cela nous réalisons des études d'évaluation dans quantité de secteurs, de façon à déterminer « qu'est-ce qui freine ? »

Favoriser le partenariat public-privé

Pour la période 2011—2013 nous avons une stratégie en deux points : croissance de l'économie toute entière, et développement social et équitable. Nos secteurs prioritaires : -transport; - accès à l'eau, développement de l'hygiène et de l'urbanisme; - agriculture et ressources naturelles; - éducation et formation; - finance.

Pour préparer la période 2014—2018 nous travaillons dans 4 domaines : - diagnostic économique du Cambodge, avec une évaluation du climat des investissements en 2012, et des cultures; - études thématiques sur des sujets économiques, la gouvernance, la pauvreté, la répartition par sexes, le secteur privé, l'environnement, la coopération régionale et l'intégration; - évaluations par secteurs, et propositions de politiques pour l'agriculture et les ressources naturelles, l'éducation, l'eau et l'hygiène, l'urbanisme, la finance; - recherche de partenariat pour cette stratégie 2014—2018, y compris avec le secteur privé.

En attendant, nos interventions évoluent en fonction de ces expériences:

- nous ne pratiquons plus de dons, mais des prêts;
- nous nous rapprochons du secteur privé, nous favorisons la formule PPP, *public-private partnership*, pour stimuler le développement.

Pour le secteur privé, nous recherchons les secteurs les plus favorables aux investissements, comme la distribution de l'eau dans les villes du « corridor sud », le transport, le stockage du riz. Nous voulons impliquer davantage les sociétés privées ... nous voulons favoriser le partenariat public-privé, PPP.

Le transport routier au Cambodge

L'ADB a récemment réalisé une étude très détaillée sur les coûts comparés du transport routier au Cambodge, en Thaïlande et au Vietnam, *Facilitating Trade along the Southern Economic Corridor*.

Les enquêtes auprès des professionnels ont porté sur la décomposition et la comparaison des coûts et des délais sur l'itinéraire Bangkok—Phnom Penh—Ho Chi Minh, par Poipet (transbordement) et la RN5, marchandises transformées au Cambodge en produits finis et transportées à Ho Chi Minh par Neak Luong et Bavet (transbordement).

Hypothèse pour les enquêtes : il s'agit de marchandises « normales » (donc pas de certificat d'origine, pas d'inspection phytosanitaire, pas d'inspection spéciale de Cam-control), dans un container de 20 t., d'une valeur de 10 000 \$,

Conclusion principale : les coûts et les délais sont nettement plus importants au Cambodge que dans les deux autres pays. L'objectif de l'enquête est de cerner les faiblesses et de proposer des mesures pour les corriger.

Les coûts

Ils comportent les frais de transport c'est-à-dire d'une part les frais fixes : le véhicule (amortissement, remboursement des emprunts, assurance, licence, salaires, taxes, ...). Selon les transporteurs, les frais fixes se situent aux environs de 3000 dollars par mois, ou 120 dollars / jour, pour une utilisation moyenne de 25 jours par mois.

Le coût du transport par camion est de 0,06 \$ par tonne - km en Thaïlande, de 0,07 \$ / t.km au Vietnam, mais 0,09 \$ / t.km pour la section cambodgienne du trajet Bangkok—Phnom Penh et de 0,13 \$ / t.km pour Phnom Penh—Ho Chi Minh, donc nettement plus cher.

L'étude ne fait pas de comparaison entre les salaires dans les trois pays.

S'ajoutent aux frais fixes les frais variables, carburant, pneus, entretien. Ils sont d'environ 0,80 par km en Thaïlande et au Vietnam, et 1\$ au Cambodge, principalement à cause de la vétusté des camions cambodgiens qui consomment environ 30 % de plus de carburant (2,7 km pour un litre, 3,5 km pour les camions thaïlandais et vietnamiens).

Le coût du camionnage représente environ 40 à 45 % du coût total du transport.

Le coût au km se situe finalement à 1,21 \$ en Thaïlande, 1,36 \$ au Vietnam, 1,51 \$ au Cambodge.

Les frais hors-transport : le coût du transport lui-même n'est que l'une des composantes des coûts logistiques, et non la principale. L'élément le plus coûteux, montre cette étude, est la procédure de dédouanement et le traitement des documents.

Le coût de la logistique « hors-transport » est de 0,06 \$ par t/km au Cambodge sur le trajet Phnom Penh—Ho Chi Minh, mais de seulement 0,03 \$ au Vietnam. Le coût hors transport est plus de trois fois plus élevé au Cambodge qu'en Thaïlande, et deux fois plus élevé qu'au Vietnam.

Finalement, les coûts logistiques au Cambodge, 0,20 \$ la tonne/km sur le trajet Bangkok—Phnom Penh et de 0,19 \$ la tonne/km sur Phnom Penh—Ho Chi Minh sont presque deux fois plus élevés que les coûts en Thaïlande (0,09 \$) et au Vietnam (0,10 \$).

Cela peut être attribué à la meilleure qualité des infrastructures.

Bangkok—Phnom Penh coûts en \$			
	Total	Cambodge	Thaïlande
Coût du transport par t/km	0,07	0,09	0,06
Coût de la logistique	0,16	0,20	0,09
Phnom Penh Ho Chi Minh coûts en \$			
	Total	Cambodge	Vietnam
Coût du transport par t/km	0,11	0,13	0,07
Coût de la logistique par t/km	0,17	0,19	0,10

beaucoup plus cher qu'en Thaïlande et au Vietnam

res, et des procédures.

Les délais

Ils dépendent non seulement de la vitesse des véhicules (60 kmh en moyenne, moins de 60 kmh de moyenne sur Bangkok-Aranya Prathet et sur Moc Bai—Ho Chi Minh) mais aussi - du temps de transbordement aux frontières : il peut immobiliser deux camions pendant 2 à 4 heures, - des délais dus aux services des douanes de province selon les horaires d'ouverture, - des attentes éventuelles au ferry de Neak Luong lors des fetes, - des horaires des douanes, des contrôles sur le trajet ...

Depuis juin 2012 un certain nombre de camions est autorisé à passer la frontière Thaïlande—Cambodge sans transbordement.

Les délais et le coût d'obtention d'un certificat d'origine pour les marchandises transportées ne sont pas pris en compte dans le temps de transport, mais ils sont régulièrement cités par les professionnels au Cambodge comme l'un des obstacles principaux qu'ils rencontrent.

Propositions de remèdes

A cause du nombre considérable des facteurs et des variables, les coûts et les délais ne peuvent pas être calculés de façon rigoureuse. L'objectif de l'étude a été de déterminer quels sont les obstacles, et comment ils peuvent être corrigés pour que le transport au Cambodge soit plus facile, moins cher, plus rapide.

Les mesures à prendre déterminées par l'ADB sont les suivantes :

- mieux informer les divers acteurs du transport sur les accords, les lois, les règlements, avec un website, un point d'information dans chaque ministère concerné, cela ferait gagner beaucoup de temps.

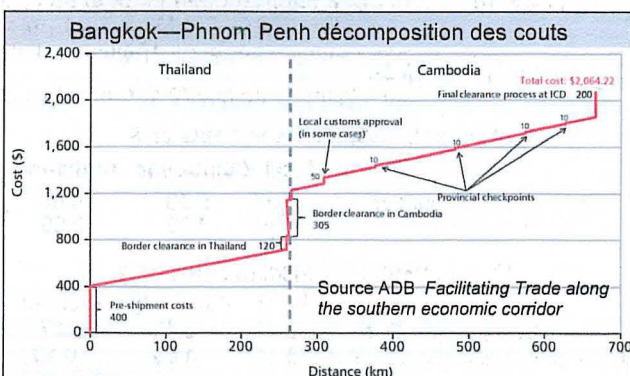
- harmoniser les règlements sur la charge à l'essieu et les appliquer rigoureusement (les appareils de pesée existent); cela éviterait des frais élevés d'entretien des routes.

- supprimer les points de contrôle (voir graphique ci-dessous), cela ferait des économies de temps, 1 à 2 heures sur le trajet considéré, et d'argent, en moyenne 80 \$. Une mesure que le rapport estime d'application difficile parce que les contrôleurs y trouvent un revenu .

- élargir les horaires d'ouverture des services concernés, aux frontières, à 16 heures par jour et 7 jours par semaine, supprimer la fermeture à l'heure du déjeuner. Il faut plus de flexibilité au niveau du personnel, normaliser les tarifs, les heures supplémentaires sont tarifées de 20 à 150 \$ par container. Application : facile.

- améliorer l'efficacité du groupe de travail gouvernement -secteur privé, définir les priorités. Le secteur privé devrait en prendre la coordination. Application : facile.

- Accélérer les opérations douanières en améliorant l'ap-



Effets attendus de ces mesures

Sur le trajet Bangkok—Phnom Penh la diminution prévue des coûts est d'environ 37 % (de \$2,064 à \$1,300) le gain de temps de 26% (de 23 heures 54 minutes à 17 heures 44 minutes)

Sur le trajet Phnom Penh à Ho Chi Minh, la diminution des coûts est encore plus forte, d'environ 39% (de \$793 à \$480), et l'économie de temps atteint 32%, passant de 13 heures 59 minutes à 9 heures 30 minutes.

préciation du risque (système de code-couleur, voie rapide pour les chargements sans risques, introduction du système AEO, *authorised economic operator*). Il est souvent demandé 65 \$ pour accélérer les opérations d'inspection.

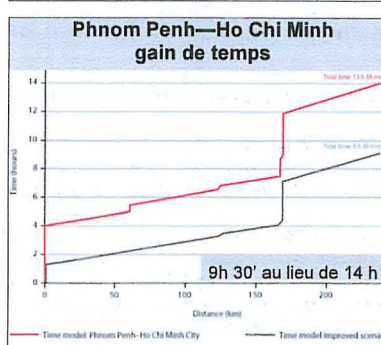
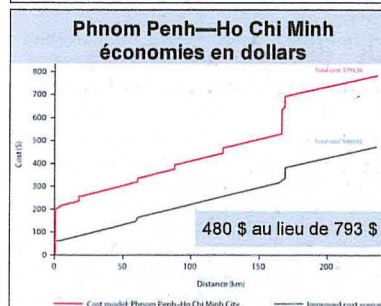
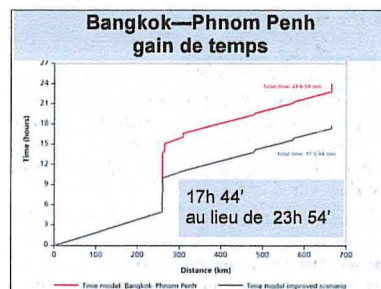
Bangkok—Phnom Penh: on pourrait diminuer les coûts de 37 % et le temps de 26 %

Phnom Penh—Ho Chi Minh : 39 % du coût et 32 % du temps

- appliquer le SLA, *Service Level Agreement*, qui permet le traitement automatique des documents et des chargements après procédures préalables, de sorte que la durée de ces traitements est très réduit et la durée prévisible. Application: difficile, tous les participants doivent changer de méthodes, et les bénéficiaires de paiements informels protesteront.

- accélérer l'obtention des certificats d'origine. Actuellement le délai est de 5 à 7 jours alors que le délai officiel est de 11 heures 55'. Il faudrait suivre l'exemple du secteur de la confection.

- autoriser l'usage des e-mail et des fax dans les procédures douanières, au lieu d'avoir à se présenter personnellement. Le gain de temps est considérable. Mesure en fait déjà appliquée.



Ces calculs concernent le transport routier. La mise en service de la ligne ferroviaire nord lui apportera une concurrence sérieuse sur le trajet Bangkok—Phnom Penh dont il est pour l'instant impossible de prévoir les effets.

Un autre facteur: la voie ferrée Phnom Penh—Sihanoukville va aussi modifier les données. A partir de Phnom Penh sera-t-il plus avantageux d'exporter par Sihanoukville, ou par le Vietnam ? Sans compter la voie d'eau Phnom Penh—Ho Chi Minh de plus en plus utilisée.

D'autre part l'élargissement de la route Pôpet—Phnom Penh, les contournements de Battambang et de Sisophon, l'achèvement du contournement de Phnom Penh avec le pont en construction de Tak Mau, le futur pont de Neak Luong, l'élargissement de la RN1 (*dans ce n° p. 5*), et les réformes suggérées ... tout cela va faciliter le transport routier.

On peut prévoir une concurrence plus rude entre la route, le rail et la voie d'eau. C.n.



Guinot s'installe au Cambodge

Arya Vong Kim et Lay Sothea fêtaient le 23 novembre l'installation à Phnom Penh du spécialiste des soins du visage et de la peau *Guinot Institut*. Il vient compléter le salon de coiffure *L'Oréal professionnel Arya Vong Kim*.

Une assistance nombreuse assistait à la réception, non seulement amis et clients de ce salon de coiffure déjà bien connu, mais de hauts responsables, S.E. Ing Kantha Phavi, ministre des Affaires féminines, le FMI, l'Unesco, l'Eurocham, des excellences, les deux directrices internationales de Guinot, des ONG, l'Association des femmes chefs d'entreprise, de grands patrons, ... marquant leur intérêt pour cette étape dans le développement de Phnom Penh et du Cambodge.

Il est important que des marques de luxe s'implantent à Phnom Penh, tirent la société, l'économie, vers la qualité internationale, observe Lay Sothea. Dans ce secteur du luxe en pleine expansion, les marques françaises ont un savoir-faire et une réputation reconnus mondialement. Il est tout naturel qu'elles s'implantent dans le sud-est asiatique.

Au Cambodge, la demande pour les soins du visage augmente, par exemple de la part des hauts responsables qui sont très souvent pris en photo par les médias, filmés par les caméras de télévisions ... D'ailleurs au Cambodge on se préoccupe en premier lieu de l'aspect du visage, plus encore que des cheveux.

Le secteur salons de coiffure et salons de beauté se développe rapidement. Ce qui motive les gens ? C'est tout simple, dit Lay Sothea, on veut rester beau et jeune, c'est le souhait de tout le monde ! Il s'est créé plusieurs salons ces deux derniers mois à Phnom Penh.

Arya Vong Kim : professionnalisme

« Le maquillage, nous dit Arya Vong Kim, ce n'est pas masquer le visage. Il est très important au contraire, en estompant les imperfections, de garder le teint d'origine, une peau mate, une peau claire ... de préserver la carnation. Ce que l'on recherche c'est un effet « bonne mine », « fraîcheur ».

« Et il faut que ce soit en harmonie avec le cadre. Ainsi le maquillage sera différent selon les circonstances. Un maquillage de jour tiendra compte de la lumière naturelle, pour un cocktail par exemple, un 4 à 6h, il pourra être léger, « fruité », alors que pour le soir il sera plus fort, plus soutenu. Le maquillage est différent selon qu'il s'agit d'une réception, d'un séminaire, d'une soirée, d'un mariage ... de la même façon que les vêtements sont différents !

« On dit souvent que le maquillage occupe une grande partie de la vie des femmes. Mais 15 minutes suffisent largement pour un maquillage de jour, avec un « illuminateur de teint » (on ne dit plus un « fond de teint ») que l'on passe avec le doigt, avec un pinceau, avec une éponge ... et l'on ajoute une touche de gloss (brillant), et un eye-liner. Pour le soir, 20 minutes suffisent. Pour un mariage, disons 1/2 heure.

« Le rouge à lèvres : il existe des centaines de nuances, et des qualités diverses en confort, en hydratation, en soyeux, en brillance ... et beaucoup de marques. Selon les marques, on paie le packaging, et on paie aussi la recherche: tous ces produits ont demandé des années de recherches.

« La recherche est particulièrement poussée pour la coloration des cheveux. On a maintenant des colorants qui ne contiennent plus aucun produit chimique, qui sont à 100 % des colorants minéraux, il a fallu trente ans pour y arriver. On faisait déjà des recherches de couleurs à l'époque de Néfertiti ! Et l'on recherche toujours les couleurs naturelles de jadis (bleu indigo, le henné pour le noir, la cochenille pour le rouge, ...). La colorimétrie est une partie importante de la formation professionnelle des coiffeurs.

Pour les soins du visage et de la peau, nous avons une esthéticienne française qualifiée, un «docteur en beauté», qui parle khmer, et qui est aussi formatrice, c'est un atout précieux. *Guinot* qui vient de s'installer en Thaïlande, il y a un mois seulement, n'a pas l'équivalent ! Et nous avons le matériel le plus sophistiqué. *Guinot* n'est pas encore au Vietnam. Nous sommes donc des pionniers en Asie du Sud-Est ! ».

**S.E. Kantha Phavi
Créer des emplois qualifiés**

S.E. Ing Kantha Phavi ministre des Affaires féminines, rappelle l'importance du secteur «soins de beauté» dans le monde, une industrie dont le chiffre d'affaires augmente de 3,4 % par an et qui atteindra 265 milliards de dollars en 2017, tirée notamment par une demande rapidement croissante dans la région Asie-Pacifique.

Elle rappelle que la très grande majorité des 500 000 entreprises au Cambodge ne compte que 1 à 2 personnes, en majorité des femmes, entreprises qui n'ont pour 94 % aucun statut légal, dont un grand nombre de petits salons de beauté, de soins de la peau, dans un secteur non réglementé, où l'on manque de formation, où circulent des produits hors contrôle.

Elle insiste sur la nécessité de créer au Cambodge des emplois qualifiés, et attend de *L'Oréal* et de *Guinot* qu'ils contribuent à cette formation. Il existe des centres de formation accrédités dans 70 pays, il faut qu'il en existe aussi au Cambodge, qui deviendra ainsi dans le domaine des soins de beauté un pôle parmi les pays de l'ASEAN.

Bientôt, une école d'esthétique

Nous avons un grand projet: avec la française Tina Kieffer qui a créé à Takmau une école pour les filles déshéritées, créer une formation à l'esthétique.

Cette école de Takmau compte actuellement 744 élèves. Elle prend les petites filles entièrement en charge, y compris le pensionnat quand c'est nécessaire, l'enseignement scolaire, l'apprentissage du français, du khmer, de l'anglais, les soins médicaux, tout cela gratuit, financé par des donateurs extérieurs.

« Nous prévoyons deux classes d'esthétique, pour les filles qui auront une quinzaine d'années, de 20 élèves chacune environ. Il y aura 2 ans de formation, j'apporterai mon expérience professionnelle, et quand elles seront formées je leur trouverai des places de stagiaires et des emplois ».

beaucoup de formules d'apprentissage !

Il existe beaucoup de formations à la coiffure, aux soins de beauté, activité repérée de longue date comme bien adaptée pour les filles de familles sans grands moyens, qui ont fait peu ou pas d'études. L'ONG *Pour un sourire d'Enfant* par exemple a une formation à la coiffure depuis les années 90. On trouve en ville de nombreuses écoles « informelles », par exemple près du psar Kandal : installation sommaire (banquette et tabourets) avec une vingtaine de filles qui se maquillent à tour de rôle, l'une professeur l'autre élève, sous la surveillance de la directrice qui est professionnelle. On apprend 4 types de maquillage, et les soins des ongles, en 5 mois minimum, jusqu'à un an. L'école organise des exercices pratiques sur des enfants. Horaires de scolarité très souples, selon l'emploi du temps de chacune. Coût 350 dollars.

Un salon de coiffure du centre-ville propose un apprentissage individualisé en 5 mois (ou davantage selon la disponibilité de l'élève), pour 1200 dollars.

L'école d'esthétique dont il est question ci-dessus sera entièrement gratuite.



LIVRES



L'Asie du Sud-Est 2012
nombreux auteurs

**Parler le Cambodgien
Comprendre le Cambodge**
Pierre Régis Martin

Parmi les 11 chapitres de ce livre, celui qui est consacré au Cambodge c'est une quinzaine de pages assassines sous le titre « *Cambodge, une agonie programmée* ».

L'ambiance ainsi établie, Grégory Mikaelian la soutient, l'épaissit, l'enrichit si l'on peut dire, d'informations, d'analyses, de prédictions qui toutes montrent que le Cambodge est un bouillon de sorcières, une affreuse concoction de spoliations, de pillages, de réseaux de prédation, un désordre institutionnalisé, résultat d'une alliance (répugnante) entre une classe dirigeante affairiste de plus en plus connectée aux flux financiers internationaux et l'ordre libéral mondialiste, mélange malsain de « mercantilisme chinois et sud-coréen, d'impérialisme étasunien et chinois, avec aussi l'idéologie des droits de l'homme et ses relais développementalistes, organisations internationales, ONG confessionnelles ou non, certaines églises évangéliques ».

Tout y passe : la question foncière évidemment, des projets immobiliers délirants à l'affaire du Boeung Kak, aux expulsions forcées, et « quand on ne brade pas les terres on asservit les êtres humains » : milliers de femmes de ménage envoyées en Malaisie, ouvrières des usines textiles qui s'évanouissent, ...

En politique, on s'en doute, ciel plombé. L'auteur voit le Premier ministre Hun Sen « *achever de circonvenir ses trois principaux concurrents* » : le clan (il dit « la clique ») de Chea Sim, l'« opposition étasunienne » de Sam Rainsy, et la « *nébuleuse morale des organisations internationales et des ONG* ». Il n'a peur de rien, il cite des noms, décrit des réseaux inter-familiaux, ouvre des portes sinon secrètes du moins mal connues, ... Contre l'hydre aux mille têtes il fait de hardis assauts, c'est sans doute qu'il écrit à Bangkok.

La « *nébuleuse morale* » est particulièrement ciblée. « *Les donateurs sont le principal outil en même temps que l'allié objectif de cette entreprise de domination politique. Après 20 ans de pratique, le principe de cette alchimie des contraires est bien rodé (...) personne n'est dupe, mais (...) personne ne va au-delà de protestations formelles* ».

Les ONG sont carrément mal traitées : « *à de rares exceptions près, le tissu social des ONG composé d'étrangers et de Cambodgiens des villes autorise environ 3000 de ces structures à consolider la position de la bourgeoisie au détriment des campagnes où l'aide n'arrive que de façon anecdotique* ».

Au passage le procès, qualifié d'« *ubuesque* », est décrit comme une « *arme diplomatique destinée à nier les responsabilités américaines dans le drame cambodgien* ».

Quelques passages sur les ambitions de la Chine dans cette partie du monde et la politique du Premier ministre essayant, dans la tradition de Sihanouk, de contrebalancer les Etats-Unis et la Chine ... la Chine « *qui l'emporte largement au regard des sommes pharaoniques qui sont engagées au Cambodge (...) mais qui « détruit sans vergogne l'environnement, pille allégrement les ressources naturelles et s'implante durablement (...)* ».

Comme quelques autres auteurs de la même école, G. Mikaelian voit pour le Cambodge un « *avenir crépusculaire* » : décomposition du secteur textile, appauvrissement des pauvres, et, retenez la formule, « *on s'achemine vers la destruction de la paysannerie et de la culture khmères par la force, l'argent et le laid* ».

C'est en somme un livre noir. Cette couleur a ses attraits, bien sur, et l'auteur s'en sert de façon efficace, comme le poulpe de son encre. Mais on pourrait décrire le Cambodge tout autrement ! C.n.

L'Asie du Sud-Est 2012, 22 auteurs, 392 p., Irasesc 2012. [ci-dessus : le chapitre Cambodge].

C'est la seconde édition d'un livre qui connaît un succès justifié. Parler le Cambodgien, comprendre le Cambodge, cela demande de l'audace, et de la patience, et certainement le secours d'un livre comme celui-ci.

Pour un étranger, la langue est un obstacle. Si la syntaxe est plutôt simple, l'écriture, et la prononciation, découragent beaucoup de bonnes volontés. Conseil de l'auteur: une pratique quotidienne avec un professeur khmer et ... « ne désespérez jamais ».

Les premières notions sont encourageantes : le mot est invariable, et « *il n'y a pas de marque particulière indiquant le genre, le nombre, la personne, le temps, le mode ... donc pas de conjugaison à retenir* ». Apparemment c'est donc tout simple. Il faut aussi comprendre que la phrase va du général au particulier : le mot, le verbe sont suivis par des mots, des verbes, qui les précisent. « *La phrase khmère est une juxtaposition spatiale et temporelle, non une organisation selon la logique cartésienne* ».

Encore une notion importante: *c'est une langue objective, avec un vaste vocabulaire, précis, concret, pauvre en termes généraux. Ainsi il n'existe pas de verbe « porter », mais un très grand nombre de mots qui désignent les façons différentes de porter* ».

L'apprenti devra donc porter son effort sur l'acquisition d'un grand nombre de mots, et surtout sur la prononciation, difficile, s'il veut être compris.

A partir de ces notions très générales, P.R. Martin vous prend par la main et vous guide dans l'apprentissage du vocabulaire (par ordre alphabétique, par thèmes) et celui de l'ordre des mots avec la douceur de celui qui a expérimenté les rugosités de la route.

Pour la prononciation, il utilise l'alphabet romain, selon son propre système, qui donne une approximation suffisante pour les débutants. De façon surprenante cette formule *sui generis* n'irrite pas les linguistes professionnels. Ils devraient détester cet intrus et au contraire, comme Alain Daniel, lui ont donné une préface.

Pour ceux qui ont assimilé le simple et veulent plus difficile, ils auront du grain à moudre avec par exemple le chapitre « *grammaire* », les compléments circonstanciels de temps, de lieu, de but, ...

On trouvera dans cet ouvrage non seulement un très riche vocabulaire, classé par thèmes : « la famille », « le corps humain », « la santé », « l'école », « les jeux », « l'administration », « agriculture et pisciculture », « matériaux et bricolage », etc ...

... classé par ordre alphabétique, classé dans un index mais plus précieux que les mots, récoltés au fil de l'expérience, des expressions, des usages, des coutumes et superstitions, dont il n'existe sans doute pas d'autre recueil.

Une bonne collection d'injures par exemple: vous pourrez dire (avec discernement) « *espèce de foie noir !* » ou encore « *va te dissoudre !* » ; une recette pour soigner les entorses (on broie des tubercules de ponley, on y mélange de l'alcool blanc de riz, et une pincée de sel, on obtient un bouillie jaune efficace); des observations précieuses sur la mentalité khmère; sur l'animisme, les superstitions et sur le bouddhisme; sur les femmes khmères, jeunes filles selon la tradition et jeunes filles d'aujourd'hui; sur l'amour et le mariage qui comporte des rituels bien précis, sur les fiançailles qui peuvent être longues, sur la construction de la maison, sur le savoir-vivre en diverses circonstances (à la pagode, au restaurant, en visite chez un ami, à l'hôpital), sur la famille ...

C'est un livre précieux, un manuel d'usage courant, et aussi une sorte de conservatoire de spécificités khmères, menacées par la banalisation générale. C.n.

Parler le Cambodgien, Comprendre le Cambodge, Pierre-Régis Martin, 1 vol. 374



DIVERS



Citelum éclairera Phnom Penh

Le 3 décembre 2012, au Ministère de l'Economie et des Finances un *contrat de Construction, Transfert et Gestion* (BTOC) a été signé par la Municipalité de Phnom Penh représentée par le Gouverneur de Phnom Penh, S.E. Kep ChukTema, et la compagnie française *Citelum*, représentée par son président-directeur général, M. Michel Tesconi. *Citelum* aura pendant 20 ans la gestion complète, la rénovation intégrale et l'extension significative de l'éclairage public dans la capitale, avec garantie de résultats.

Citelum Cambodge rénovera en 4 ans la totalité des 10 000 points lumineux de la ville et réalisera une vingtaine d'illuminations monumentales. Les tâches de maintenance, les travaux de maintien du patrimoine, les travaux neufs et imprévus seront gérés et exploités par un système informatique centralisé, tout en améliorant très fortement la qualité de l'éclairage, réduisant de plus de 20 % à moins de 2% le taux moyen de pannes et effectuant des économies importantes de consommation énergétique (50% au point lumineux) et d'entretien (60% par point en moyenne).

Les investissements sont financés par *Citelum Cambodge* en capital autofinancement et par un prêt secteur privé de long terme de l'AFD.

Air France ne desservira plus Phnom Penh

Les compagnies aériennes européennes font face à une situation sans précédent, avec notamment l'augmentation continue des prix du pétrole et l'apparition de nouveaux concurrents sur tous les continents. Dans ce contexte difficile (...) le groupe vise une diminution de deux milliards d'euros de sa dette et une amélioration de 20% de sa productivité d'ici trois ans. (...) L'ensemble du réseau Air France KLM a été repensé et les lignes de la région Mékong ont été transformées. Enfin, la décision difficile de mettre fin à la ligne Paris - Phnom Penh a été prise et sera effective le 29 mars 2013.

Avions du sommet

Les 5 jours des sommets de l'ASEAN ont occasionné 70 mouvements de vols « VIP », dont 7 B747, nous dit Khek Norinda, *Cambodia Airports*. Certains de ces chefs d'Etat sont venus accompagnés d'un personnel et d'équipements considérables et avec leur voiture.



Boutiques « bio »

Dans l'article sur le « bio » au Cambodge était citée une boutique d'alimentation qui vend des fruits et légumes « bio ». Dans la même rue 63, nous fait observer un lecteur, non loin de *Natural Garden*, se trouvent deux autres boutiques très comparables, *Khmer Farm*, et *CEDAC*, qu'il est juste de citer aussi.

Khmer Farm: ses fruits et légumes viennent de trois groupes de fermiers, avec de 7 à 10 fermiers par groupe, situés à Kompong Speu, à Kandal (Kien Svay), Svay Rieng : tomates, salades, patates douces, ... sont cultivées sans produits chimiques, comme les pommes qui viennent de Battambang, et comme le riz « bio », qui est le produit le plus vendu. Les oignons, les pommes de terre en revanche viennent du Vietnam: « le Cambodge est trop chaud pour ces légumes-là ». « Oui le prix de vente de ces produits « organiques » est plus élevé, de 5 à 10 %, que les prix au marché, mais certaines grandes surfaces, certains restaurants viennent en acheter ». Le contrôle est fait par *CorAA, Cambodian Organic Agriculture Association*.

CEDAC: riz bio de Kompong Speu (63 500 riels les 20 kg), sucre de palme, poisson déshydraté, café du Mondolkiri, miel sauvage de Kratie, et quantité d'alcools: vin rosé de Battambang (12,5°), apéritif de palmes d'ananas (8°), apéritif de palmes de gingembre (8°), cocktail Mekong (17°), ... jus d'ananas, vinaigre organique, beurre de cacahuette, thé vert du Mondolkiri ...

Barrage du Stung Atay

Une partie du barrage en construction par la compagnie chinoise *Datang Corporation* sur le Stung Atay dans les Cardamomes s'est écroulée le 29 novembre, pour des raisons mal définies, lors d'essais d'une turbine. Ce barrage d'une puissance installée de 120 MW devait être achevé début 2013.

Trois autres barrages sont en construction dans les Cardamomes, par des sociétés chinoises, *Stung Tatay* (246 MW), *Lower Ruessey*



Chrum (338 MW), ou en projet (*Stung Chay Areang* (108 MW, 2017 ?)).
(cn 298, 304, 313).

Barrage de Stung Atay en juin 2011
Photo c.n.



dîner privé



restaurant climatisé



salle de réunion

RESTAURANT, DELISHOP & CATERING
13-15 STREET 57, PHNOM PENH
023 360 801 - 012 951 869
contact@commealamaison-delicatessen.com
commealamaison-delicatessen.com

Guide Total des Routes et du Tourisme

La cinquième édition compte 126 pages. Textes et cartes mis à jour et très enrichis. Plus de 130 photos. Itinéraires. Beaucoup d'encadrés concernant les sites archéologiques, les sites naturels, les zones protégées et l'éco-tourisme, la société, l'économie du Cambodge ...

En vente à *Carnets d'Asie, Monument Books, International Book Center, Peace Book Center, Thai Huot Market, Phnom Penh International Airport, Musée national, The Bike Shop, restaurants Le Wok, Open Wine, La P'tite France, Siem Reap International Airport, Monument Books à Siem Reap, Siem Reap Book Center, à bord du Tum Tiev, Carnets d'Asie à Bangkok, ...*

La version en anglais est en vente dans les mêmes librairies.

CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs votre meilleur investissement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
photos *Cambodge Nouveau* etc ...
distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU

B 58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 portable 012 803 410
E-mail alaing@CambodgeNouveau.info
Archives www.CambodgeNouveau.com